

# Le FN, son succès et les droites extrêmes en Europe

lundi 14 mai 2012, par [CONFAVREUX Joseph](#), [LAMANT Ludovic](#) (Date de rédaction antérieure : 23 avril 2012).

## Sommaire

- [Irlande, Islande, Espagne, des](#)
- [La mue de Geerts Wilders](#)

La troisième place de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle française (22 avril 2012), qui améliore en nombre de voix le score de son père obtenu en 2002, s'inscrit dans une dynamique de fond, à l'échelle de l'Europe tout entière. L'épuisant feuilleton de la crise économique, surgie à l'été 2007, et encore loin d'être achevé, fournit un terreau idéal à l'essor des droites extrêmes sur le continent.

Un taux de chômage à plus de 10 %, d'impopulaires programmes d'austérité pour répondre à la pression des « marchés financiers », des plans de sauvetage mirobolants pour sauver des Etats membres [1] au bord de la banqueroute, des gouvernements d'experts installés ici ou là sans légitimité démocratique [2]... Marine Le Pen ne s'y est pas trompée, qui a fait de la sortie de l'euro l'un des axes de sa campagne à succès, et n'a eu de cesse de surfer sur l'essoufflement du projet européen.

La candidate frontiste a ainsi usé de méthodes déjà expérimentées ailleurs sur le continent. Au printemps 2011, la percée des "Vrais Finlandais" (19 % aux législatives) a marqué l'apparition, pour reprendre une étiquette en vogue à l'époque, d'un « populisme triple A ». La formation nordique s'est très tôt opposée aux plans de sauvetage à la Grèce ou au Portugal, refusant que les Finlandais aient à prêter de l'argent à leurs voisins appauvris du sud de l'Europe. Ce parti avait également promis, en cas de victoire, le blocage du Fonds européen de stabilité financière (précurseur du Mécanisme européen de stabilité, le MES, en cours de ratification). Autant de positions qu'a reprises Marine Le Pen durant sa campagne.

Quelques mois plus tôt, en septembre 2010, ce sont les Démocrates de Suède, une autre formation « populiste de droite », qui entraient, pour la première fois de l'Histoire, au Parlement. En Norvège, l'attaque terroriste menée par Anders Breivik à Oslo a certes fait perdre quelques points au Parti du progrès lors de scrutins locaux, mais son implantation reste importante.

La vigueur de ces partis « constitue l'illustration la plus manifeste de l'érosion de l'idéologie sociale-démocrate et de ses idéaux universalistes au sein des sociétés nordiques », écrit Cyril Coulet dans un article de la revue *Hérodote* [3] qui consacre son dernier numéro à l'extrême droite en Europe. Au fond, la poussée de la droite extrême en Scandinavie serait, si l'on poursuit le raisonnement, le symétrique de l'affaiblissement de social-démocraties malmenées par la crise.

« Des mouvements similaires au Front national sont en phase d'ascension électorale, mais l'on trouve également des pays où la tendance est inverse. Si bien que l'on ne peut pas parler d'une déferlante de l'extrême droite en Europe du fait de la crise », nuance Jean-Yves Camus, chercheur à l'Iris. « C'est beaucoup moins uniforme qu'il n'y paraît. »

Certaines formations traversent en effet de mauvaises passes. En Belgique, le Vlaams Blok, devenu Vlaams Belang, s'est fait marginaliser par le succès de la N-VA du flamand Bart de Wever, un parti au logiciel (légèrement) moins extrémiste. En Italie, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi est minée par une série d'affaires de corruption [qui a décimé la famille].

## **Irlande, Islande, Espagne, des exceptions ?**

Plus significatif, des pays européens frappés de plein fouet par la crise semblent, eux, épargnés par ces processus de radicalisation. L'Irlande, dont la dette publique a explosé à cause du sauvetage de son système bancaire, n'est pas concernée, et la crise semble plutôt profiter à un parti d'opposition de gauche comme le Sinn Féin. Même constat en Islande, alors que l'île a frôlé la banqueroute et connu un vif mécontentement populaire pendant plus d'un an.

En Espagne, où le taux de chômage dépasse aujourd'hui 23 %, l'extrême droite reste discrète, avalée par le Parti populaire au pouvoir [4]. Depuis quelques années se développent des formes de régionalisme radical, en Catalogne par exemple, qui peinent à dépasser les frontières de leur communauté autonome. En Grande-Bretagne, c'est le mode de scrutin [5] qui complique la donne du British National Party de Nick Griffin.

Si la violence de la crise économique en Europe explique en partie la vigueur de bon nombre de formations d'extrême droite, elle n'est pas non plus la seule responsable. La force du FN et de partis similaires en Europe s'ancre aussi dans un patient travail de normalisation, qui n'a pas attendu les premiers craquements de la crise pour s'enclencher. Une légitimation qui s'explique par un triple mouvement.

D'abord, plusieurs leaders d'extrême droite, tels Marine Le Pen en France ou Geerts Wilders aux Pays-Bas, ont entamé, et réussi, une entreprise de dédramatisation de l'extrême droite, en renonçant aux propos sexistes, racistes, antisémites voire négationnistes portés depuis les années 1980 par un Jean-Marie Le Pen, un Filip Dewinter (leader de l'ancien Vlaams Blok en Belgique) ou même un Umberto Bossi (Ligue du Nord en Italie). « *Les partis d'extrême droite qui réussissent en Europe sont ceux qui ont réussi leur dédramatisation* », confirme Jean-Yves Camus.

Ensuite, des fractions de plus en plus considérables des droites classiques ont adopté, repris, voire accentué les thématiques portées par l'extrême droite. La circulation des idées et des hommes n'est pas une nouveauté. Longuet, Villiers ou Madelin, venus de l'extrême droite, sont passés au parti républicain dans les années 1970 et le Club de l'horloge s'est créé, dans ces mêmes années, comme lieu de rencontre entre droite et extrême droite.

## **La mue de Geerts Wilders**

Mais l'héritage gaulliste de la droite française, comme le rappelait la sociologue Annie Collovald [6], permettait l'existence d'une « *barrière symbolique qui empêchait de l'afficher de manière visible et revendiquée. Il y avait des discours de principe refusant les alliances ou connivences avec le FN. Ces prises de position, même symboliques, étaient très importantes, songeons à Jacques Chirac refusant hautement toute relation avec le Front national.* » Cette digue a été brisée par l'UMP de Nicolas Sarkozy, comme par d'autres droites européennes.

Enfin, comme l'a montré, en France, un certain isolement du Front de gauche dans son affrontement direct avec la candidate frontiste, plusieurs gauches gouvernementales européennes n'ont pas rompu sans ambiguïté avec les politiques qui ont facilité ce basculement vers la droite la plus dure.

Tétanisées par une extrême droite se drapant dans l'image de représentant du peuple souffrant, inquiètes de fâcher un électorat souverainiste de gauche sur les politiques migratoires, soucieuses de ne pas heurter un électorat « laïque », quitte à évacuer le caractère multiculturel des sociétés européennes, elles se sont souvent contentées d'emboîter le pas aux rhétoriques droitières sur la sécurité, l'immigration ou le communautarisme, sur un mode mineur, apparemment compatible avec « l'esprit républicain ».

Au-delà de configurations nationales variables, d'autant plus importantes pour des partis d'extrême droite qui ne pensent qu'à l'intérieur de leurs frontières, la lutte contre l'extrême droite à l'échelle européenne suppose de bien cerner les nouveaux visages qu'elles affichent. Et c'est sans doute Geerts Wilders, aux Pays-Bas, la figure centrale du Partij voor de Vrijheid, qui incarne le mieux cette rénovation, poursuivie par le FN de Marine Le Pen.

Son propos est articulé dans un registre qui tente de respecter un certain nombre de valeurs importantes aux Pays-Bas, patrie de la tolérance. Mais, comme l'écrit Jérôme Jamin, philosophe et politologue à l'Université de Liège, dans la revue *Vacarme* : « *sa force réside surtout dans deux manipulations intellectuelles habilement déguisées en bon sens populaire. La première consiste à argumenter dans un registre à la tonalité progressiste, voire féministe, ou en défense des droits des homosexuels, contre le Coran et par extension contre tout ce qui relève de près ou de loin du monde arabo-musulman. La deuxième vise aussi à emprunter un discours raciste sous couvert du droit bien légitime à la critique des religions* » [7].

Le leader hollandais, à l'instar de Marine Le Pen qui s'est fait le chantre de la laïcité, rejette ainsi l'islam, figure emblématique de l'étranger, sur un registre différent de celui que nous sommes habitués à entendre depuis le début des années 1980, lorsque l'Europe a été confrontée aux premiers discours critiques voire hostiles à l'immigration et plus particulièrement à certaines catégories d'immigrés issus des pays du Maghreb.

**Joseph Confavreux et Ludovic Lamant**

---

**P.-S.**

\* Cet article a été publié sur le site Mediapart le 23 avril 2012. Repris sur le site de A l'encontre avec quelques notes insérées.

---

**Notes**

[1] des banques et des assurances, en réalité – Réd. de A l'encontre

[2] de Monti en Italie à Papadémos en Grèce

[3] premier trimestre 2012, numéro 144

[4] dont certains courants sont dans une certaine continuité du franquisme – Réd. de A l'encontre

[5] C'est un système uninominal majoritaire à un tour. Chaque électeur vote dans sa circonscription pour un député qui représente le parti qu'il souhaite élire. Celui qui recueille le

plus de voix (majorité relative) emporte le siège. Ensuite, c'est la formation qui a obtenu le plus de sièges qui gagne l'élection. (Réd A l'encontre)

[6] Dans l'entretien publié dans la revue *Vacarme* en 2011 et disponible sur ESSF (article 25188), [Portes ouvertes : on constate une porosité accrue des démocraties libérales à des discours et à des pratiques qui ne sont plus le propre de l'extrême droite.](#)

[7] Disponible sur ESSF (article 25187), [Portes ouvertes : on constate une porosité accrue des démocraties libérales à des discours et à des pratiques qui ne sont plus le propre de l'extrême droite.](#)